

# La révolte de la jeunesse

par Maurice Duverger

Sauf au moment de la Libération, on n'avait pas élevé de barricades à Paris depuis 1871. Ce souvenir hantait d'ailleurs certains manifestants du quartier Latin : n'a-t-on pas vu quelques inscriptions : « Commune du 10 mai 1968 » ? La référence est ambiguë. Elle peut exprimer la nostalgie des révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle, dont les émeutes de la semaine dernière se rapprochaient quant au style. Elle peut traduire aussi l'espoir que les mouvements actuels aient un caractère précurseur, comme la Commune (malgré ses lacunes et ses faiblesses) a préfiguré octobre 1917 : Cohn-Bendit et ses camarades, par exemple, en sont persuadés. On aurait tort d'écarter sans examen cette prétention de « jeunes gens en colère ». Elle n'est peut-être pas si folle qu'elle apparaît au premier abord. La révolte des étudiants français de mai 1968 comporte un élément nouveau, par rapport aux autres révoltes d'étudiants dans le monde actuel, peut-être chargé d'un grand avenir.

Écartons ici les comparaisons superficielles entre toutes les formes actuelles d'agitation universitaire. Les structures de l'enseignement supérieur, et de la société globale où il est donné sont profondément différentes dans le tiers monde et en Occident, dans les démocraties libérales, les régimes fascistes et les Etats socialistes. Que la jeunesse des écoles et des facultés soit partout un ferment de contestation, cela n'est pas douteux. Mais les milieux où il agit sont trop variés pour permettre une comparaison générale. Les événements de Paris ne peuvent être confrontés qu'aux mouvements d'étudiants en Allemagne fédérale, en Italie, aux Etats-Unis, etc. —, c'est-à-dire dans les pays économiquement développés et politiquement pluralistes.

Dans ces pays, la jeunesse des universités représente une force très efficace de révolte et de refus. L'extension de l'enseignement supérieur accroît ses effectifs et lui donne un poids important dans les villes où elle est concentrée. Sa formation intellectuelle lui permet une conscience plus aiguë et plus profonde des problèmes qu'aucune autre catégorie sociale avant elle. Sa contestation des structures universitaires n'est que l'aspect secondaire et superficiel de son action. Son refus essentiel porte sur les valeurs fondamentales de la société industrielle. Les formes pittoresques et folkloriques dont il s'entoure parfois ne doivent pas en dissimuler l'importance.

Force de révolte, les étudiants

sont-ils une force réellement révolutionnaire ? On peut en douter, pour deux raisons. D'abord parce que la jeunesse est une situation transitoire dont on s'évade peu à peu tous les jours : beaucoup de meneurs d'aujourd'hui seront demain embourgeoisés. Ensuite parce que les conditions de la vie étudiante restent moins insupportables et moins aliénantes que les conditions de la vie ouvrière, même dans les sociétés de pseudo-abondance. Le chômage des jeunes est à peu près aussi grave dans les deux cas. Mais l'insécurité de l'emploi, une fois celui-ci trouvé, reste beaucoup plus grande pour les travailleurs manuels que pour les cadres diplômés, la vie quotidienne beaucoup plus dure et beaucoup plus désagréable, le degré de liberté réelle beaucoup moins élevé.

Malgré l'amélioration du niveau de vie, la situation matérielle de la classe ouvrière en fait encore l'élément le moins intégré dans la société industrielle, le plus opprimé donc le plus révolutionnaire en soi. Cependant, la classe ouvrière s'intègre déjà suffisamment pour que son potentiel révolutionnaire tende de plus en plus à rester inerte. Ses organisations elles-mêmes — partis, syndicats — se transforment de leur côté en machines complexes, indispensables à toute action efficace, mais naturellement portées elles aussi vers une certaine inertie.

On pourrait résumer la situation par une comparaison simpliste. Dans les démocraties libérales et industrielles, le prolétariat représente l'explosif essentiel : mais celui-ci se trouve de plus en plus privé de détonateur, de sorte qu'il devient inoffensif, ou du moins assez peu offensif. Les étudiants sont dans une situation inverse : ils constituent un détonateur efficace, mais sans explosif suffisant (sauf cas exceptionnel). Ces métaphores pyrotechniques ont d'ailleurs le tort de suggérer l'idée d'une rupture brutale, d'une discontinuité violente, peu probable dans les sociétés sur-développées. Plutôt qu'un détonateur allumant un explosif, il faudrait songer aux levures activant la fermentation. La comparaison n'est pas plus originale. Mais elle correspond mieux au caractère continu, long et progressif des révolutions dans les Etats développés.

Quelle que soit l'image retenue, elle souligne la double erreur que commettent d'un côté les disciples de Herbert Marcuse, de l'autre les marxistes orthodoxes. Les pre-

miers croient que le « détonateur » ou le « ferment » constitué par les étudiants — ou d'autres groupes plus ou moins marginaux, chargés du même potentiel de révolte — suffit à transformer les masses populaires. Parfois, en effet, l'impulsion extérieure qu'elles reçoivent ainsi les met en mouvement. Mais celui-ci reste limité et provisoire tant que les grandes organisations n'entrent pas dans le jeu. Dans les sociétés modernes, complexes, cloisonnées, les « masses » proprement dites n'existent pas. Elles ne peuvent réellement agir qu'à travers des partis, des syndicats ou des groupements de ce type, sans l'appui desquels on ne peut rien faire de durable et de profond.

Mais les marxistes ont tort de croire que ces organisations suffisent. Leur structure même tend à les cristalliser. Les nécessités de l'action quotidienne les obligent à collaborer avec le système établi et à s'y intégrer plus ou moins. Elles ne peuvent échapper à la sclérose et à l'immobilité que si elles reçoivent l'impulsion de groupes de contestation, de ferments de révolte, du type des mouvements étudiants. Ces derniers ont d'ailleurs l'avantage de comporter par nature un élément de renouvellement perpétuel qui les empêche eux-mêmes de se figer peu à peu. Chaque jeune, en vieillissant, tend à échapper à sa condition et à perdre sa volonté de contestation. Mais les groupements de jeunes voient du même coup leurs cadres et leurs militants changer sans cesse. Leur efficacité administrative en est affaiblie ; leur potentiel de révolte en est renforcé.

Les groupes de contestation et de révolte peuvent ainsi jouer à l'égard des syndicats et des partis ouvriers le même rôle qu'ils devraient assumer à l'intérieur d'un véritable système socialiste pour l'empêcher de se scléroser. Il ne suffit pas de remplacer des structures mauvaises par de bonnes structures. Les meilleures structures tendent, elles aussi, inévitablement, à se durcir et à s'immobiliser à la longue : elles ne peuvent garder leur souplesse que par une remise en cause continue. Quant à remplacer toutes structures par des formes d'organisation sociale plus libres, plus spontanées, du type *happenings*, phalanstères, séances de « démocratie directe », c'est malheureusement impossible. Ces mécanismes peuvent compléter, non remplacer, les ensembles structurés qui constituent l'armature nécessaire des sociétés modernes. Le vrai problème est d'assurer la perpétuelle remise en

question de ces ensembles, qui provoque leur rénovation permanente.

On mesure ainsi l'importance de la coopération des groupes de contestation du type mouvements d'étudiants et des grandes organisations populaires. Cette coopération constitue précisément l'originalité principale des événements parisiens de mai 1968 : en ce sens, ils peuvent être précurseurs. On avait déjà vu des phénomènes analogues en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie ces derniers mois : mais le contexte était très différent. Aux Etats-Unis, l'union des universitaires et des Noirs s'en rapprochait aussi (encore que les Noirs soient eux-mêmes des marginaux, à certains égards) : mais elle est maintenant brisée et ne peut guère se reconstituer. En France même, la guerre d'Algérie avait provoqué des rapprochements de ce genre : mais ils concernaient des problèmes extérieurs plutôt que la transformation de la société. L'appui actuel donné par les syndicats ouvriers et les partis populaires aux mouvements d'étudiants, les manifestations communes et la grève générale du 13 mai ont un caractère neuf.

Cette alliance reste toutefois limitée et ne se maintiendra pas sans peine. Les deux catégories d'alliés éprouvent une grande méfiance naturelle les uns pour les autres. Les mouvements d'étudiants craignent d'être absorbés par ces gros animaux que sont les syndicats et surtout les partis : leurs préventions à l'égard du P.C.F. — le plus efficace et le plus entraîné à la technique de l'absorption — sont particulièrement grandes. D'un autre côté, les organisations de masses craignent tout ce qu'elles ne contrôlent pas. Les ferments de contestation et de révolte apportés par les « groupuscules » leur apparaissent comme des ferments d'indiscipline et d' aventure.

La maladresse exceptionnelle du gouvernement a provoqué une vague de fond qui a submergé ces préventions réciproques. Il faudra beaucoup d'intelligence, de clairvoyance, de patience de part et d'autre, pour qu'elles ne reprennent pas le dessus, une fois tombé l'enthousiasme des derniers jours. Qu'elles aient pu être surmontées une première fois constitue néanmoins un fait important, qui est le résultat principal de la révolte étudiante. Par rapport à lui, l'impulsion donnée aux réformes de l'Université, le développement du dialogue entre étudiants et professeurs, et même l'affaiblissement du régime sont des « péripéties ».

M. D.